

Capital Formation and Foreign Investment in Underdeveloped Areas, par CHARLES WOLFE JR. et SIDNEY-C. SUFRIN. Un vol., 9¹/₄, po. x 6¹/₄, relié, 170 pages. — Syracuse University Press, Syracuse 10, New-York, 1958. (\$3.00)

Camille Martin

Volume 35, numéro 1, avril-juin 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001375ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001375ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1959). Compte rendu de [*Capital Formation and Foreign Investment in Underdeveloped Areas*, par CHARLES WOLFE JR. et SIDNEY-C. SUFRIN. Un vol., 9¹/₄, po. x 6¹/₄, relié, 170 pages. — Syracuse University Press, Syracuse 10, New-York, 1958. (\$3.00)]. *L'Actualité économique*, 35(1), 167–168. <https://doi.org/10.7202/1001375ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1959

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Sur le plan international, la France et l'Angleterre restent fortement attachées à l'idée que les sciences administratives n'existent qu'en liaison étroite avec les sciences politiques, économiques et juridiques, tandis que les États-Unis considèrent qu'il s'agit d'une branche d'enseignement et d'étude digne d'intérêt en soi. De même dans le domaine des relations entre les universités et les administrations publiques, ils préconisent des contacts infiniment plus suivis qu'en Europe où la tradition de la liberté académique place les universitaires à un autre niveau. Bien entendu, la tendance américaine a permis aux sciences administratives de prendre une ampleur infiniment plus grande que partout ailleurs.

Pénétré d'un profond optimisme au sujet de la collaboration présente et à venir entre les universités et l'administration publique, l'auteur nous dit: «il est à souhaiter que le service public, employeur futur, fasse connaître à l'Université ses vœux et ses besoins à l'égard de l'enseignement qu'il convient qu'elle dispense». Accepter ce vœu, c'est souscrire à une condamnation de tout un système d'enseignement basé sur la compétence des professeurs et sur la latitude qui leur est laissée de donner un enseignement guidé uniquement par les vérités scientifiques. En voulant mettre en relief l'importance incontestable de maintenir l'étude des sciences administratives en contact étroit avec la vie professionnelle, l'auteur ne se préoccupe que de l'efficacité de l'enseignement de cette matière.

À la fin du volume, le lecteur trouvera des indications concernant les différents types de programmes d'enseignement appliqués dans divers pays.

Incontestablement, le livre de M. André Molitor est très intéressant comme source de renseignements dans un domaine nouveau et rarement traité par des auteurs français. Tout en lui reprochant un optimisme qui présente certains dangers, il faut souligner l'important effort de recherches et de synthèse qui a permis la publication de cet ouvrage.

A.P.

Capital Formation and Foreign Investment in Underdeveloped Areas, par CHARLES WOLFE JR. et SIDNEY C. SUPRIN. Un vol., 9¼ po. × 6¼, relié, 170 pages. — Syracuse University Press, Syracuse 10, New-York, 1958. (\$3.00).

Le développement économique des pays sous-développés est, selon une opinion qui semble assez répandue, le plus grave problème économique du monde contemporain. C'est un problème complexe et aux implications multiples auxquelles les économistes non seulement ne sont pas sûrs d'avoir apporté les bonnes solutions, mais qu'ils ne sont même pas sûrs d'avoir attaqué d'une façon convenable.

Cette insuffisance de la théorie n'empêche cependant pas un effort considérable de se déployer. Aux États-Unis seulement, au moins une douzaine de grandes universités se sont lancées dans des études sur ce problème, et cela en plus des études menées par divers organismes gouvernementaux et par plusieurs groupements privés.

Au total, beaucoup de recherches complétées ou sur le métier, d'où le besoin qu'ont senti les auteurs et qui est à l'origine de cet ouvrage, de dresser un inventaire de ces travaux afin, d'un côté, d'en extraire plus facilement les idées

susceptibles de se concrétiser dans un programme d'action et, de l'autre, de découvrir ce qui reste à faire en matière de recherches.

L'inventaire s'alimente à trois sources de renseignements: un questionnaire envoyé à 200 personnes et organismes aux États-Unis, au Canada, en Amérique Latine, en Europe et en Asie, qui, avec les 127 réponses reçues, forme l'appendice I du présent ouvrage; des entretiens avec plus de 60 personnalités du monde politique, du monde des affaires et du monde universitaire américain, spécialement versés dans le sujet, et dont le résumé et l'analyse forment l'appendice II; le dépouillement de quelque 400 volumes, périodiques, etc., dont une liste des principaux, accompagnée de commentaires, forme le chapitre VI du présent ouvrage.

L'analyse et les conclusions de ce travail procèdent essentiellement des «recherches sur les recherches». Le besoin de recherches additionnelles et la possibilité d'un programme d'action sont les deux idées maîtresses qui en découlent. Pour faire œuvre pratique, les auteurs se sont concentrés sur trois aspects particulièrement importants du problème, soit la demande de capital, l'utilisation maximum du capital et les investissements étrangers.

Les ressources et les occasions d'emploi de ces ressources d'une façon productive existent dans les pays sous-développés. Encore faut-il qu'il s'y trouve des hommes d'affaires pour mettre sur pied des entreprises et ainsi créer une demande pour le capital. Comment en arriver là? De même, tout aussi importante pour l'augmentation du volume du capital est l'utilisation maximum du capital existant. Comment obtenir un rendement maximum du capital dans un pays qui s'éveille à peine à l'industrialisation? Ces questions en attirent beaucoup d'autres dont les réponses sont du domaine des recherches. Camille Martin

Planification indicative et développement économique, par J. BÉNARD et J.-W. HACKETT. Un cahier, 8¾ po. × 11, broché, 73 pages. — Institut de Science Économique Appliquée, 35, blvd des Capucines, Paris (2^e), 1958.

Les problèmes de sélection, de cohérence et finalement d'harmonisation des décisions des agents économiques sont au cœur de l'élaboration de tout plan national de développement. Cependant, certains caractères et certaines exigences diffèrent selon le type de planification adopté.

Dans un plan indicatif de développement, au contraire de la planification impérative, on laisse la plupart des centres économiques libres de leur choix et des actions à entreprendre pour atteindre leurs buts propres, les autorités responsables du plan se contentant de donner aux agents économiques des indications sur les buts nationalement souhaitables et essayant de les amener à conformer leurs propres projets au plan par des moyens indirects. La tâche principale des planificateurs indicatifs consiste donc, théoriquement, à opérer la synthèse des projets établis par des entreprises autonomes et souvent concurrentielles au prix d'une éventuelle sélection. Le caractère indicatif du plan contribue à rendre cette synthèse ainsi que la vérification de cohérence plus